



Une analyse à contre-courant de la crise en Ukraine par l'expert du renseignement Eric Denécé

Alexandre Del Valle

mercredi 19/avril/2023 - 12:06



Le président américain Joe Biden (à gauche) marche à côté du président ukrainien Volodymyr Zelensky (à droite) devant une fresque religieuse à la cathédrale St. Michael's Golden-Domed, alors qu'il arrive pour une visite à Kiev le 20 février 2023. Le président américain Joe Biden a fait un voyage surprise à Kiev le 20 février 2023, avant le premier anniversaire de l'invasion russe de l'Ukraine, ont constaté des journalistes de l'AFP. Biden a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans la capitale ukrainienne lors de sa première visite dans le pays depuis le début du conflit. (Photo de Dimitar DILKOFF / AFP)

Cette semaine, afin de faire le point des grands risques géostratégiques après un an de guerre russo-ukrainienne et russo-américaine, Alexandre del Valle s'est entretenu avec Eric Denécé, fondateur et directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement, qui aborde la question ukrainienne sous l'angle du décryptage des dessous des cartes et ceci dans un contexte d'affrontement bien plus large entre, d'une part l'Occident américano-centré et, de l'autre, la Russie devenue l'avant-garde d'une contestation multipolariste globale de l'ordre international voulu par les Etats-Unis...

Docteur en Science Politique, Habilité à diriger des recherches, Eric Denécé est fondateur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), est un ancien officier-analyste au Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN), ancien cadre de l'industrie d'armement, puis créateur du département d'intelligence économique du groupe GEOS. Denécé a une double expérience de terrain et académique: il a opéré un temps au Cambodge, aux côtés de la résistance anticommuniste, puis en Birmanie, pour la protection des intérêts de Total contre la guérilla locale. Il a également été consultant pour le ministère de la Défense concernant l'avenir des forces spéciales et s'est rendu dans tous les pays concernés par les « révolutions » arabes, du Maroc à la Syrie, afin de suivre, sur le terrain, ces événements majeurs. Son analyse totalement à contre-courant du conflit ukrainien lui a d'ailleurs valu une polémique et une médiatisation en raison de sa critique radicale de la politique américaine, occidentale et atlantisme et de sa description à contre-courant de Zelenski et du camp ukrainien... Il est par ailleurs auteur de nombreux ouvrages**, et ses travaux sur le renseignement lui ont valu d'être lauréat du Prix 1996 de la Fondation pour les Etudes de Défense (FED) et du Prix Akropolis 2009 (Institut des Hautes Etudes de Sécurité Intérieure).

Eric Denécé, d'après vos interventions écrites et / ou radio-télévisées, il semble que la guerre en Ukraine ait été provoquée par les Etats-Unis, comment peut-on affirmer cela ?

Si la Russie est l'agresseur dans ce conflit, ceux qui l'ont poussé à cette attaque sont sans conteste les Etats-Unis, l'OTAN et le gouvernement Zelensky. Il est essentiel de ne jamais l'oublier. Si les dirigeants américains n'avaient pas renié les promesses faites à Moscou, si l'OTAN ne s'était pas élargie sans cesse, si la France et l'Allemagne avaient été capables d'imposer à Kiev le respect des accords de Minsk et si Zelensky et sa clique n'avaient pas écouté les conseils funestes de leurs mentors américains, nous n'en serions pas là. S'il n'est pas question d'excuser la Russie, lui faire porter à elle seule la responsabilité de ce conflit est une présentation fautive de la réalité, si ce n'est une désinformation délibérée.

L'analyse des faits démontre que nous avons été confrontés depuis l'automne 2021 à un scénario médiatique concocté de toutes pièces à Washington – qui rappelle celui ayant légitimé l'invasion de l'Irak en 2003 – dans le triple but de pousser Moscou à la faute, de mobiliser les Européens derrière les Etats-Unis et l'OTAN, et de faire diversion des problèmes internes que connaissait le président Biden en matière de politique intérieure...

La stratégie américaine était claire : provoquer un incident dans le Donbass afin de déclencher une réaction russe. Ce n'est malheureusement pas la première fois que les Américains recourent à ce type de subterfuge pour se donner le rôle de l'agressé et justifier une riposte « légitime » : première du Golfe (Irak, 1991), où Washington a transmis de faux signaux à Saddam Hussein, lui laissant croire qu'il pouvait envahir le Koweït sans conséquences ; et seconde guerre d'Irak (2003) avec l'utilisation de deux arguments inventés : les liens entre Saddam et Al-Qaïda et la présence d'armes de destruction massive.

Depuis l'automne 2021, voyant que la Russie refusait d'accéder à leurs injonctions inacceptables, les Américains ont accru les provocations à l'encontre de Moscou, au lieu de chercher à faire retomber la tension. Ainsi, plutôt que de pousser les Ukrainiens à la négociation avec les républiques du Donbass (qui n'étaient pas séparatistes et ne réclamaient qu'une autonomie linguistique), comme le prévoyaient les accords de Minsk, les Américains leur ont au contraire envoyé de conseillers militaires... Comble du paradoxe, Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, déclarait sans vergogne le 10 décembre 2021, après avoir rencontré Olaf Scholz, le chancelier allemand : *« Nous ne pouvons accepter que Moscou tente de rétablir un système où les grandes puissances comme la Russie possèdent leurs sphères d'influence au sein desquelles elles peuvent contrôler ce que les pays font ou pas (...) Nous ne ferons aucun compromis sur le droit de chaque nation en Europe à choisir son propre destin »*. A ses yeux, s'il est possible d'accorder à Washington une zone d'influence, cela ne peut être autorisé à la Russie... Sans doute convient-il de se rappeler la manière dont les Américains ont réagi aux tentatives de l'URSS, pendant la Guerre froide, d'établir des alliances avec des pays proches (Cuba, Nicaragua, etc.). Rappelons également que la doctrine Monroe, véritable déclaration d'une sphère d'influence couvrant un continent entier et qui, de facto, interdit toute intervention dans les Amériques d'un Etat non américain sous peine de rétorsion de Washington.

Parallèlement à cette guerre de l'information, depuis fin 2021, les Occidentaux (Américains, Anglais, Suédois, Italiens et Français) ont multiplié les vols de recueil de renseignements électroniques à proximité des frontières russes et biélorusses qui sont quotidiens et qui se multiplient. Puis, début 2022, les Britanniques ont commencé à livrer des armes à Kiev. Pourtant, aucun incident n'a été à déplorer en dépit du caractère très offensif de ces missions, les Russes faisant preuve d'une évidente retenue. Si Moscou s'était livré à des actions similaires au large des côtes américaines, il est plus que certain que les Etats-Unis ne l'auraient pas toléré. Ils l'ont montré en 1962 lors de la crise des missiles de Cuba, pourtant Etat souverain...

Quelles sont donc les raisons de ce bellicisme de Washington que vous incriminez?

La politique américaine à l'encontre de la Russie est en partie due au besoin du président Joe Biden de faire diversion face aux difficultés croissantes qu'il rencontrait alors en politique intérieure. En effet, an après son entrée à la Maison-Blanche, l'action de Biden était déjà entravée : inflation à 7%, gestion erratique du Covid, rejet de sa loi sur le travail par la Cour suprême, projets de réformes bloqués au Sénat (rejet du plan de 1 750 milliards de dépenses sociales par son propre camp, réforme électorale non validée), côte de popularité en berne (seulement 33% d'opinion favorables alors qu'il était élu depuis moins d'un an), division du camp démocrate, retour en force de Trump et de ses partisans, etc. Les difficultés s'accumulaient pour le président américain qui était dans l'impasse. Les *Spin Doctors* de la Maison-Blanche ont alors élaboré une stratégie pour lui sauver la mise, en faisant croire qu'il était en train d'empêcher l'invasion de l'Ukraine en tenant tête à Vladimir Poutine. Ainsi, plus Biden était en difficulté sur la scène domestique, plus ses *Spin Doctors* faisaient monter les tensions avec Moscou. Or les difficultés internes auxquelles était confronté Joe Biden se poursuivaient. Le 17 février, le Sénat adoptait un projet de loi provisoire visant à prolonger le financement du gouvernement fédéral jusqu'au 11 mars, évitant de justesse une fermeture du gouvernement et donnant aux parlementaires trois semaines pour élaborer un budget annuel (*Budgetary Resolution*). Le pays se retrouvait dans une impasse : si un accord entre le Congrès et la Maison-Blanche n'intervenait pas avant le 11 mars 2022, il y aurait interruption du financement fédéral : les salaires des fonctionnaires ne seraient plus versés et les dépenses gouvernementales – notamment militaires – ne pourraient plus être engagées. C'était donc un très sérieux revers pour l'hôte de la Maison-Blanche, qui avait donc tout intérêt à ce qu'une crise majeure éclate en Ukraine ce qui lui permettait de passer outre au blocage du Congrès. Ainsi un piège machiavélique a-t-il été tendu aux Russes par les néoconservateurs américains : rendre la pression sur le Donbass insupportable pour la Russie afin de la pousser à intervenir militairement en Ukraine, de la décrédibiliser sur le plan international et de la couper de l'Europe de l'Ouest.

Est-ce exhaustif ? N'existe-t-il pas d'autres paramètres ou motivations à ce bellicisme ?

Bien évidemment, une autre raison, plus stratégique, fondait cette politique américaine agressive à l'égard de Moscou, conçue dans les milieux néoconservateurs : il était pour eux essentiel de soumettre ou d'affaiblir la Russie dans la perspective d'un futur affrontement avec la Chine. Et l'Ukraine était le théâtre qu'ils avaient choisi pour piéger Moscou.

Vous parlez souvent de guerre de l'information à outrance, or si la presse occidentale parle à raison selon moi de la désinformation russe d'Etat, souvent grossière, quid de la manipulation et de la désinformation des pays occidentaux ?

Il convient de reconnaître aux *Spin Doctors* d'outre-Atlantique un indéniable talent afin d'avoir mis en scène la menace russe. Les similitudes entre l'actuelle crise ukrainienne et la préparation de l'invasion de l'Irak en 2003 sont nombreuses. Les Américains ont construit une menace qui n'existait pas et ont ainsi déclenché une opération psychologique d'ampleur en espérant que leurs prophéties se réaliseraient et que la Russie commettrait une faute leur permettant de la sanctionner. En 2003, après une intense campagne médiatique fondée sur de fausses allégations, Washington a illégalement envahi l'Irak, passant outre la décision de l'ONU, volant donc de manière flagrante le droit international.

Mais Washington n'a pas menti lorsque Joe Biden et la CIA ont alerté, dès fin 2021, de l'imminence d'une attaque russe de l'Ukraine ?

Il faut arrêter de croire que les États-Unis disent toujours la vérité, ou encore que c'est une « puissance bienfaitrice de l'humanité », désintéressée, pacifique, et qui ne viserait qu'au bien commun... Depuis la fin de la Guerre froide, Washington fait montre d'un hégémonisme accru, imposant sans retenue ses lois au reste du monde, sanctionnant et rackettant ses alliés, saturant l'opinion d'informations qui servent ses intérêts, refusant de voir ses ressortissants traduits devant la Cour pénale internationale (CPI) et ayant clairement pris leurs distances avec le respect de droits humains (légalisation de certaines formes de torture, enlèvements extrajudiciaires, prisons secrètes, etc.) dans le cadre de la lutte antiterroriste. Les Américains conduisent dans le monde une politique ne répondant qu'à leurs intérêts propres. Mais en dépit de cela, les États-Unis ont réussi à convaincre leurs alliés européens, crédules ou soumis, que leur point de vue était « la » vérité objective et que tous ceux qu'ils désignaient comme leurs adversaires étaient le « mal ». Évidemment, la réalité est bien différente.

Avez-vous des éléments plus tangibles pour étayer ces graves accusations d'une provocation américaine hégémonique face à une Russie encerclée ?

Il est important de rappeler quelques faits qui parlent d'eux-mêmes et dont rend compte le rapport de l'*International Institute for Strategic Studies de Londres* (IISS) publié en février 2022 :

- le budget russe de la Défense (62,2 milliards de dollars) se situe au 5e rang mondial et est 12 fois inférieur à celui des États-Unis (754 milliards), qui est lui-même supérieur au total cumulé des budgets de défense des douze pays le suivant dans ce classement ;

- avec un total de 71,6 milliards de dollars, le Royaume-Uni dispose du 3e budget de défense mondial devant l'Inde, la Russie, la France (6e) et l'Allemagne (7e) ;

- le budget de défense russe est donc inférieur de 15% à celui du Royaume-Uni et n'est supérieur que de 5% à celui de la France (59,3 milliards).

A noter également que les forces américaines sont présentes dans plus de 170 pays dans le monde. Elles mènent partout des opérations antiterroristes, souvent sans l'autorisation des Etats souverains sur le sol desquels elles interviennent. Les Russes ne sont présents qu'en Arménie, en Syrie, en Biélorussie, en Georgie et au Kazakhstan. Donc la vraie question qui aurait dû se poser était : qui menace qui ?

Si l'on vous suit, on pourrait vous rétorquer de renverser la charge des accusations ? Si la Russie a en fait été menacée par les Etats-Unis hégémoniques, ceci depuis les années 2000, vous pouvez dire par conséquent que la réaction russe a été longtemps mesurée si elle n'est arrivée que 222 ans plus tard ?....

Je n'inverse rien, je décris les faits ! Depuis le début de la crise, les Russes n'ont cessé de marteler qu'ils n'avaient aucune intention d'envahir l'Ukraine et que leur déploiement militaire n'avait qu'un but : dissuader le régime de Kiev d'entreprendre une offensive contre les républiques du Donbass. Poutine a démenti toute intention belliqueuse et n'a cessé d'appeler Washington, Londres et l'OTAN à « *cesser de propager des absurdités* » et leur a demandé de cesser leurs actions hostiles contre la Russie. Bien sûr, les Russes ont réagi à chaque nouvelle déclaration agressive occidentale contribuant à leur tour à faire monter les tensions. Moscou a même cherché à exploiter la période de crise que traversaient les États-Unis (assaut du Capitole, fortes tensions internes, retrait d'Afghanistan, crise du Covid) et la faiblesse militaire européenne pour formuler ses revendications.

Selon Fiodor Loukianov, président du Conseil pour la politique étrangère et de défense russe (SVOP), Vladimir Poutine a compris « *que pour forcer les interlocuteurs occidentaux à nous écouter, il fallait accroître la tension. Malheureusement son affirmation est basée sur une expérience que je partage partiellement : toute idée russe mise sur la table pour changer les arrangements de sécurité européens a toujours été non seulement rejetée, mais ignorée. Poutine en a conclu que si vous nous ignorez quand nous parlons de manière civilisée, il fallait agir différemment* ». Il ajoute : « *Tout le monde est convaincu que Poutine est prêt à attaquer l'Ukraine, ce qui est faux, le jeu est complètement différent ! Il s'agit d'un grand bluff pour attirer l'attention sur le grand mécontentement de la Russie face à l'ordre de sécurité européen* ».

C'est pourquoi les Russes ont pris garde à ne provoquer aucun incident, en dépit de la multiplication des vols aériens et des patrouilles maritimes à proximité immédiate de leur territoire. D'octobre 2021 à février 2022, ils se sont contentés de rester fermes sur leurs positions et de dénoncer la campagne médiatique mensongère de l'Occident pour les pousser à la guerre.

Rapportés que le 11 novembre 2021, l'ambassadeur russe auprès des Nations unies expliquait que Moscou « *n'avait jamais planifié* » l'invasion de l'Ukraine et que « *cela ne se réalisera jamais, à moins que nous ne soyons provoqués par l'Ukraine ou par quelqu'un d'autre et que la souveraineté nationale de la Russie soit menacée* ». Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, déclarait ne pas exclure que Kiev se lance dans « *une aventure militaire* » dans le Donbass.

Puis, le 15 décembre, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, déclarait que « *l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) continue d'apporter une aide militaire à l'Ukraine, ce qui ne fait qu'aggraver le conflit interne dans le pays. (...) Les pays de l'OTAN augmentent la fourniture d'armes à l'Ukraine, forment son personnel militaire, et ne font pas cela dans le but mythique de maintenir la stabilité et la sécurité, mais simplement pour jeter de l'huile sur le feu* ». Selon l'ancien ambassadeur américain Jack F. Matlock « *les objectifs du président Poutine sont ce qu'il dit – et ce qu'il répète depuis son discours de Munich en 2007. Pour simplifier et paraphraser, je les résume ainsi : Traitez-vous avec la Russie sur un minimum de respect. Nous ne voyons pas, ni vous ni vos alliés, pourquoi nous traitez-vous avec la sécurité que vous exigez pour vous-même* ».



- 1 Une analyse à contre-courant de la crise en Ukraine par l'expert du renseignement Eric Denécé
▲ Alexandre Del Valle
- 2 Emmanuel Macron et les trois ambigüités françaises en Chine
▲ Julien Aubert
- 3 « Made in rashwa »
▲ David Vallat
- 4 Jean-Paul Belmondo : un héros d'une France qui est en train de disparaître...
▲ Roland Lombardi
- 5 Le comportement des États-Unis d'Amérique envers les Européens et le monde
▲ Salvatore Albelluce
- 6 Le vent tourne en Europe
▲ Ciro Maddaloni
- 7 La Finlande et la Suède dans l'OTAN : quelles seront les conséquences
▲ Leonardo Dini
- 8 Baisse de la production de pétrole ou le symbole d'un Occident qui n'a plus le droit de se plaindre
▲ Alexandre Aoun

ACTUALITÉ

Le comportement des États-Unis d'Amérique envers les Européens et le monde

Le vent tourne en Europe

Une analyse à contre-courant de la crise en Ukraine par l'expert du renseignement Eric Denécé

Emmanuel Macron et les trois ambigüités françaises en Chine

« Made in rashwa »

La Finlande et la Suède dans l'OTAN : quelles seront les conséquences

Baisse de la production de pétrole ou le symbole d'un Occident qui n'a plus le droit de se plaindre

Jean-Paul Belmondo : un héros d'une France qui est en train de disparaître...

La Sanoussiya entre rejet et adoption!

La reprise des relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran: une paix régionale fautive ou durable?

La notion de l'obéissance

Retour de Chine